

« Réparer » la démocratie libérale

L'agression de l'Ukraine par la Russie, début 2022, a mis à nu les faiblesses de l'Occident et de la démocratie libérale¹ :

- Incapacité de l'Europe à formaliser puis à mettre en œuvre un projet politique avec, notamment, le recours au parapluie américain en matière de défense et des divergences croissantes entre ses membres. L'Europe a aussi échoué dans sa politique de voisinage en étant incapable d'entraîner la rive Sud de la Méditerranée sur un chemin de développement et démocratique.
- Déclin de l'hyperpuissance américaine qui alterne les phases de repli sur soi avec des phases plus interventionnistes sans doctrine bien établie². Les USA ont programmé leur retrait sans gloire du Moyen-Orient puis celui plus ordonné de l'Europe pour se focaliser sur le Pacifique et la confrontation avec la Chine.
- Rapprochement inquiétant de la Russie et de la Chine qui conduira à terme à une vassalisation totale de la Russie voire à son explosion. La Chine pourrait alors dominer le monde sans problème³.
- Développement des régimes autocratiques et des « démocraties »

La résistance acharnée de l'Ukraine face à l'invasion russe a constitué un électrochoc et l'Occident s'est organisé pour fournir assez rapidement une aide significative à l'Ukraine ; même si cette aide a toujours été dimensionnée de façon à ne pas entraîner d'engrenage fatal avec la Russie.

A cette occasion, l'Occident a dû constater que de nombreux pays du Sud avaient pris leur distance avec l'Occident et ne suivaient plus aveuglément ses injonctions.

On a alors parlé de création d'un Sud global ou du concept de multi alignement. Cette situation est positive si elle permet aux pays du Sud de s'émanciper et de se développer mais elle pourrait aussi conduire à une captation des empires Chinois et Russe sur de nombreux pays (cf L'implantation de la milice Wagner au Mali ou en Centrafrique ou bien la mainmise des Chinois sur des infrastructures clés ou des ressources minières via des accords léonins passés avec des pays en difficulté).

La résurgence d'affrontements armés très violents au Moyen-Orient risque de couper encore plus l'Occident du reste du monde.

1 L'Occident a su rapidement gommer certaines faiblesses notamment en débloquant des fonds pour fournir des armes à l'Ukraine après que celle-ci a montré sa capacité de résistance à l'invasion russe. C'est la force des démocraties de savoir réagir très fortement si nécessaire pour des causes qui leur semblent justes.

2 Peut-être en dehors de la doctrine Monroe qui fait des Amériques le pré carré des USA. L'évolution actuelle de l'Amérique latine montre des failles dans son application

3 Comme le faisait remarquer Daniel Cohen (confirmé par l'étude d'Angus Maddison : World economy : A millennial approach Paris OCDE 2001), le PIB de la Chine au XVIIIème siècle représentait 35% du PIB Mondial. Actuellement, la Chine en est à 21%.

Il serait simpliste de rejeter la faute de cette évolution sur quelques pays « voyous », des dirigeants corrompus ou sur l'attitude malveillante de la Chine et de la Russie. Il semble plus pertinent de s'interroger sur la part de responsabilité des USA et de l'Europe dans ce fiasco et analyser ce qu'est devenue la démocratie libérale en Occident.

I- **La victoire de l'Occident : 1985-2005**

Dans les années 1980, le développement de nouvelles armes (baptisées Guerre des Etoiles), initié par le Président Reagan, a fini par faire « craquer » financièrement l'URSS qui s'est avérée incapable de suivre les dépenses américaines. Ce fut en fait le coup de grâce pour une URSS en crise et fragilisée : la glaciation de Brejnev lui avait juste permis de durer quelques années de plus.

L'Occident a eu la chance de voir émerger au milieu des années 1980 une nouvelle génération de dirigeants et notamment M. Gorbatchev qui a entrepris une sortie du communisme sans violence⁴. Cette stratégie a échoué car l'URSS était très malade mais, surtout, parce que l'Occident a empoché toutes les concessions de l'URSS sans l'aider voire même en reniant sa parole (par exemple sur l'extension de l'OTAN). A l'époque, en dehors de quelques dirigeants Européens, la plupart des dirigeants occidentaux et de leurs conseillers voulaient punir l'URSS et l'affaiblir au maximum.

Dès l'été 1989, F. Fukuyama publiait un article sur « La fin de l'histoire » et sur la victoire de la démocratie libérale.

Pendant une quinzaine d'années, tout sembla bien fonctionner à l'ombre de l'hyperpuissance américaine malgré quelques crises économiques douloureuses comme celle de 1998 en Asie et en Russie mais elles n'ont touché que marginalement le Centre :

- L'URSS puis la Russie étaient neutralisées (en partie, via la baisse des prix du pétrole de 1998 orchestrée par les USA et l'Arabie Saoudite, alors totalement alignée sur les USA)
- La Chine se développait harmonieusement et submergeait les consommateurs occidentaux de produits bon marché. Cette situation permettait aux entreprises de réaliser de très belles marges et de ne pas augmenter les salaires et revenus des classes populaires et moyennes.
- La démocratie gagnait du terrain en Amérique Latine, en Asie voire en Afrique.
- L'Europe s'élargissait à l'Est (ce qui permit à l'Allemagne de constituer un hinterland industriel) et la Turquie frappait à la porte de l'Europe.
- Le parapluie défensif de l'Hyperpuissance américaine permettait d'engranger « les dividendes de la paix » en baissant les dépenses militaires en Europe.

⁴ Un autre type de dirigeant soviétique aurait pu pratiquer la fuite en avant et se lancer rapidement dans une guerre contre les USA avant que leur leadership technologique ne se soit trop affirmé.

- Enfin, le développement des nouvelles technologies, notamment Internet, promettait des lendemains radieux et une forte croissance.

Malheureusement, la victoire de l'Occident n'a pas été maîtrisée⁵ car « le ver était dans le fruit » :

- Les lobbies financiers ont poussé à toujours plus de dérèglementation pour créer de nouveaux espaces de spéculation⁶ voire d'exploitation des populations des pays émergents
- Les complexes militaro-industriels avaient besoin d'ennemis pour continuer à justifier les énormes budgets du Ministère de la Défense aux USA

Cette situation a entraîné l'impossibilité de la construction d'une démocratie à visage humain avec la disparition de la social-démocratie classique et l'avènement des réseaux sociaux qui ont bouleversé le champ politique

II- Une victoire gâchée

II-a Dérégulation financière et victoire du néolibéralisme

La dérégulation financière, depuis les années 80, a engendré de nombreuses crises dont la plus importante a été celle des « Subprimes » en 2008. Elle a entraîné une grave récession dans de nombreux pays et elle a aussi « pourri » la vie de millions de ménages américains parmi les plus pauvres

Cette dérégulation a aussi entraîné des changements plus profonds et néfastes :

- Prééminence de la finance sur l'économie et sur « l'humain » alors que le contraire devrait prévaloir⁷
- Forte croissance des inégalités dans les pays occidentaux par mise en concurrence des salariés de ces pays avec ceux des pays émergents⁸ (souvent contents de voir leur situation matérielle s'améliorer mais au prix de grands sacrifices et sous la contrainte de régimes autoritaires)

5 C'était la victoire totale du TINA (There is no alternative) de M. Thatcher

6 La dernière crise financière en date (faillite de la SVB aux USA) provient de l'assouplissement des contrôles des banques avec un bilan de moins de 250 milliards de US \$ par l'administration Trump. A l'opposé, les banques Européennes sont soumises à des règles prudentielles beaucoup plus strictes.

7 Certains projets de « protection des investissements » des grandes sociétés prévoyaient même qu'un vendeur de cigarettes voyant ses profits baisser suite à des campagnes gouvernementales contre le tabagisme pourraient demander des indemnités à ces gouvernements indécents !!

8 Cf les travaux de B.Milanovic sur l'évolution des revenus de 1998 à 2008 baptisés Courbe de l'éléphant. Il a effectué récemment le même travail sur la période 2008-2018 qui montrent globalement une évolution différente sauf pour les classes moyennes et populaires occidentales qui voient leur déclasser se poursuivre.

- Manque d'investissement sur les projets à long terme (écologie, eau, ...) et dans l'économie réelle
- Assèchement des finances publiques et privatisation des actifs publics les plus performants
- Création de bulles financières diverses

En fait, le néo libéralisme a cherché à imposer ses règles partout au profit d'une minorité de financiers toujours plus avides. Il est intéressant de voir que les banques américaines ont été sauvées par le gouvernement mais qu'ensuite les banquiers ont résisté aux contrôles et que les bonus des traders sont rapidement revenus au niveau d'avant 2008.

De plus, le néo libéralisme cherche à gommer tout particularisme ce qui a conduit à la création d'une Europe sans âme où le respect des règles financières prévaut sur la construction d'une Europe politique ou sur le rayonnement de ses valeurs.

II-b Le besoin d'ennemis

En 2021, les budgets militaires⁹ ont atteint 2100 milliards de US\$ (environ 75% du PIB de la France) avec une prééminence des USA que la Chine essaye de concurrencer :

Pays	% Dépenses mondiales
USA	38%
Chine	14%
UE	11%
Inde	3,5%
GB	3,2%
Russie	3,1%
Arabie Saoudite	2,6%
Japon	2,6%
Corée du Sud	2,4%
Autres	19,6%

Ce tableau est très instructif :

- Les USA dominant largement ce classement même si leur budget est surévalué car il comporte des subventions déguisées notamment au secteur aérospatial et car certaines prestations sont significativement surfacturées.
- La Chine essaye de rattraper son retard via un budget en forte croissance et via la focalisation de ses investissements dans certains domaines sans chercher à posséder une panoplie complète d'armements
- L'Europe avec la Grande-Bretagne a un budget équivalent au budget Chinois

⁹ Source : SPIRI Military expenditure database

- La Russie a un budget très faible surtout quand on retranche les dépenses liées à l'arme nucléaire ou à quelques programmes de prestige. Ses difficultés en Ukraine ne sont pas un hasard (notamment si on inclut les phénomènes de corruption).
- Les autres pays ont des budgets limités qui les contraignent à utiliser leur armée essentiellement de façon défensive voire en force police intérieure plutôt que de façon offensive.

Du point de vue Américain, dans les années 1990 (Présidences Clinton), l'heure a été au quasi maintien des budgets militaires qui ont presque doublé entre 2004 et 2012 (Présidences GW Bush) pour se maintenir à haut niveau ensuite.

Il est évident qu'une telle manne fait saliver de nombreux grands groupes et qu'elle doit être maintenue. Pour cela, les USA ont eu besoin de se créer de nouveaux ennemis une fois que la Russie semblait devenue inoffensive et la Chine pas encore menaçante.

Samuel Huntington, professeur en sciences politiques mais ancien membre du Conseil National de Sécurité du Président Carter, a publié pendant l'été 93 son fameux livre sur le « Choc des Civilisations » qui était le pendant de l'article de F. Fukuyama sur la « Fin de l'histoire ». D'après Huntington, les relations internationales et les conflits ne seront plus fondés sur les conquêtes territoriales (comme jusqu'en 1920) ni sur les idéologies (de 1920 à 1989) mais sur le clash entre les civilisations et les cultures¹⁰

Sa thèse a bien sûr été renforcée par l'émergence du terrorisme islamiste (voire le développement des Frères Musulmans et du Wahabisme) avec les attentats du 11 septembre 2001. L'administration républicaine de GW Bush a alors mis en scène la création d'un « axe du mal » avec l'Irak (censé posséder des armes de destruction massives) et la Corée du Nord. Comme cet axe semblait mince, un conseiller a proposé d'y ajouter l'Iran puis est venue l'attaque de l'Afghanistan.

En parallèle, certains nostalgiques ont toujours gardé un œil sur la Russie et ont refusé qu'un pacte de sécurité soit élaboré de bonne foi avec ce pays malgré des discussions sur la limitation des armes nucléaires¹¹

Actuellement, le complexe militaro-industriel peut être rassuré avec la montée de l'autoritarisme en Chine (qui se sert du nationalisme pour justifier le maintien au pouvoir de Xi Jinping) et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les budgets militaires vont continuer à croître¹²

10 Il dénombre 8 grands blocs de civilisations : occidentale, latino-américaine, islamique, slavo-orthodoxe, hindoue, japonaise, confucéenne (Chine, Vietnam et Corée) et africaine.

11 Un tel pacte aurait signifié un rapprochement entre l'Europe et la Russie avec une autonomie croissante de ce nouveau bloc par rapport aux USA.

12 Ces centaines de milliards de US\$ seraient beaucoup plus utiles comme investissements dans la transition écologique et dans la lutte contre le dérèglement climatique

II-c L'effondrement de la social-démocratie

La social-démocratie traditionnelle constituait surtout dans les pays développés une alternative au libéralisme pur et dur pratiqué dans les pays anglo-saxons ou dans les pays émergents sous leur coupe¹³

En plus d'un partage plus équilibré des richesses, la social-démocratie a toujours attaché plus d'importance à la culture et plus respecté les particularismes locaux. Cette attitude permettait sans doute une meilleure adéquation avec les imaginaires des différents peuples¹⁴

La social-démocratie, notamment en Europe, n'a pas su résister à la poussée néo-conservatrice et libérale des années 70 et 80. Les gouvernements sociaux-démocrates se sont convertis au néo libéralisme (en espérant que des retombées économiques positives permettrait de faire plus de social¹⁵ après ce qui n'est jamais arrivé à cause de l'avidité des financiers). Il est ironique de constater que, dans la seconde moitié des années 90, l'Union Européenne comptait une large majorité de gouvernements sociaux-démocrates et qu'on n'a rarement autant privatisé qu'alors. Cette capitulation avait été actée par L. Jospin déclarant à des ouvriers dont l'usine venait de fermer « Le gouvernement ne peut pas tout ».

C'est à partir de l'an 2000 que le divorce entre le PS et les couches populaires a été consommé¹⁶. Ce divorce a été ensuite théorisé dans la fameuse note de Terra Nova de 2011¹⁷ conseillant au candidat socialiste¹⁸ de ne plus chercher à attirer les couches populaires.

La gauche a longtemps refusé de regarder la réalité en face et beaucoup d'analystes de gauche, sincèrement dévastés par les résultats électoraux de l'extrême-droite au sein des couches populaires, ont cherché des excuses ou ont élaboré des modèles ou des théories compliqués. C'est notamment le cas de Frédéric Sawicki dans son article « Comment expliquer la montée de l'extrême-droite au sein des classes populaires ? »¹⁹ Il y explique qu'en fait une partie de la gauche s'est réfugié dans l'abstention voire que les couches

13 Cf Par exemple, aux mesures mises en place au Chili sous la dictature de Pinochet

14 L'importance des imaginaires des peuples a bien été démontrée par S. Rozès dans son livre « Chaos » où il analyse le rejet du néolibéralisme qui veut tout raser au profit de règles. Cette situation conduit à des rejets massifs et jette une partie croissante du peuple dans les bras de l'extrême-droite ou de leaders autoritaires

15 Jacques Delors pensait pouvoir construire une Europe sociale après avoir mis en œuvre l'Europe des marchés.

16 Ceci s'est traduit par la déroute de la gauche aux municipales en 2001 dans les banlieues (qui a été cachée par ses victoires à Paris et à Lyon) puis par la défaite de L. Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 2002.

17 Terra Nova : « Quelle majorité électorale en 2012 ?

18 A l'époque, le candidat présumé du PS devait être Dominique Strauss-Kahn et cette note était taillée sur mesure pour lui. François Hollande, qui sera finalement élu, prit ses distances avec cette note notamment avec son discours du Bourget sur son ennemi la finance et avec ses analyses sur les « riches » qui gagnaient plus de 4.000€ par mois.

19 Terra Nova La Grande Conversation 7/11/2021

populaires s'inscrivent peu sur les listes électorales, qu'il y a radicalisation de la droite vers l'extrême-droite²⁰, ... concomitamment à l'embourgeoisement des dirigeants socialistes.

En réalité, l'analyse pertinente se trouve dans des analyses montrant que la perception du monde ne se réduit pas qu'à la dimension économique ou sociale (libéralisme vs socialisme) mais que le culturel ou le sociétal (libéral qui accepte des valeurs universalistes vs conservateur qui les rejette).²¹ Ceci reprend en les modernisant les travaux de Gramsci.

Un autre article de la Grande Conversation de Terra Nova²² répond aux analyses de F. Sawicki avec des analyses conduites sur longue durée par le CEVIPOF au moment de diverses élections présidentielles. Elles montrent que :

- Le rejet des immigrés en 1969 était quasiment également partagé par les électeurs de tous les candidats (de 67% pour Defferre à 80% pour Krivine)
- Les couches populaires continuaient à rejeter le plus les valeurs universalistes en 1995
- Les réponses aux questions sur l'immigration, la peine de mort ou la globalisation restent très clivées et traduisent les craintes des ouvriers et des employés en 2021.

Cette constance des opinions interroge : pourquoi assistons-nous à un développement massif du vote d'extrême-droite alors que celui-ci était faible en 1969 voire en 1995 ?

La raison principale est l'abandon par la gauche de la question économique et sociale (notamment la question des inégalités ou l'affaiblissement du secteur public²³). En grossissant le trait, on pourrait écrire que François Mitterrand a pu abolir la peine de mort au début de son premier mandat (malgré une opposition d'une majorité de Français) parce qu'en même temps il abaissait l'âge de la retraite à 60 ans ou il augmentait le salaire minimum-. Ces gains économiques prévalaient sur les réticences des couches populaires sur le plan sociétal.²⁴

Cette situation a été aggravée depuis 10-15 ans par la nécessité de prendre en compte les contraintes écologiques qui se traduit souvent par des mesures vécues comme punitives (notamment via des signaux prix défavorables aux couches populaires).

20 Il est aussi avéré qu'une partie des couches populaires a toujours voté à droite pour des raisons religieuses, par nationalisme, par anticomunisme, ...

21 Cette analyse a été présentée en 2005 par Luc Boltanski aux Universités d'été de l'Interclub

22 Publié le 22/11/2021

23 En liaison avec les nombreuses privatisations imposées par Bruxelles. Il y a peu, Bruxelles a cherché à imposer le démantèlement d'EDF avec la privatisation des meilleurs morceaux !

24 Des analyses similaires ont été réalisées avec le livre de Thomas Franck : « What the matter with Kansas ? » qui montre comment un Etat à l'avant-garde des combats sociaux s'est transformé en bastion conservateur ou bien en Grande Bretagne avec les analyses de Geoffrey Evans et James Tilley.

Enfin, l'effondrement de la social-démocratie est catastrophique car elle offrait une vision du monde voire une espérance²⁵ (par exemple, que les enfants vivaient mieux que leurs parents). A cette époque, les partis de gauche et les syndicats canalisait l'énergie des couches populaires et pouvaient agir comme des « banques de colère »²⁶. Le désarroi de nombreux citoyens était déjà relevé par Marcel Gauchet dès 2011, lors d'une conférence à Cergy-Pontoise : « Les citoyens sont de plus en plus éduqués et informés mais ils ont de moins en moins l'impression de maîtriser leur vie »²⁷. L'éruption des Gilets Jaunes fut la manifestation concrète de ce malaise. Dans plusieurs pays, les partis traditionnels de droite (souvent démocrates-chrétiens) subissent la même usure et leurs résultats électoraux chutent fortement.

II-d Un champ de ruines²⁸

Le virage autoritaire de certains pays comme la Chine ou la Russie est malheureusement conforme à leur histoire mais le paysage politique de beaucoup de pays plus ou moins démocratiques est en train de devenir un champ de ruines :

- Les sociétés sont de plus en plus fragmentées en groupes qui ne peuvent plus communiquer. Souvent, les classes les plus aisées n'ont plus aucune idée de la vie réelle des couches populaires²⁹.
- Progression inexorable des votes pour l'extrême-droite et des idées racistes ou antisémites.
- Arrivée au pouvoir de personnes inexpérimentées³⁰ parfois honnêtes mais souvent mues par des pulsions narcissiques ce qui les rend de plus en plus dépendantes de manipulateurs ou de communicants.
- Des élections régulières font l'objet de contestation violente qui frise le coup d'Etat comme aux USA³¹ ou au Brésil

25 Ce rôle a été longtemps tenu par les Eglises. Ceci reste vrai dans certains pays musulmans par exemple ou dans les pays avec des églises évangéliques fortes.

26 Selon l'expression de Peter Sloterdijk dans *Colère et Temps* 2006

27 Un exemple marquant a eu lieu avec le referendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 qui a été rejeté en France avant que, 2 ans plus tard, l'essentiel soit avalisé dans le Traité de Lisbonne qui n'a pas fait l'objet d'un vote.

28 Plusieurs analyses de ce paragraphe sont tirées du livre de Giuliano da Empoli « Les Ingénieurs du Chaos ». Cet auteur connaît actuellement un fort succès avec son roman « Le mage du Kremlin » mais c'est avant tout un professeur de sciences politiques et son ouvrage précité est d'un excellent niveau académique.

29 Certains habitants des deux côtes américaines (Californie et Nord-Ouest) qui représentent les populations les plus éduquées et les plus riches des USA parlent du Middle West comme des « Fly Over » : c'est-à-dire ceux au-dessus desquels on vole pour aller d'un endroit « civilisé » à une autre sans s'y arrêter ni s'intéresser à ceux qui vivent dans ces territoires.

30 G. da Empoli dans les « Ingénieurs du Chaos » (pp 64-65) raconte comment la nouvelle maire de Rome a dû signer un contrat léonin et totalement illégal au profit des dirigeants du Mouvement 5 étoiles et de son architecte Casaleggio.

- La séparation des pouvoirs ou la neutralité des fonctionnaires sont de plus malmenées par les pouvoirs exécutifs.

Cette situation inquiétante est favorisée par les réseaux sociaux et les nouvelles technologies qui permettent d'inventer de nouvelles façons de faire de la politique et de gagner les élections.

II-d-1 Les réseaux sociaux et les nouvelles technologies

Concernant les réseaux sociaux et les algorithmes, il ne faut ni avoir une vision complotiste ni une vision manichéenne conduisant à leur rejet total³². Il faut juste comprendre leur fonctionnement.

Les réseaux sociaux agrègent des centaines de millions de personnes ce qui leur confère un poids important et fait leur valeur économique. L'essentiel de leurs revenus provient de la publicité d'où deux impératifs :

- Faire passer le maximum de temps aux gens sur un réseau donné³³
- Bien connaître les membres du réseau (en récupérant souvent des données personnelles de façon illégale) pour vendre de la publicité ciblée donc plus efficace pour les annonceurs qui, pour certains, dépensent plus de la moitié de leur budget publicitaire sur Internet

Le traitement de ces monceaux de données a récemment été rendu possible par le formidable développement des microprocesseurs. Des sociétés se sont spécialisées dans ce domaine notamment Cambridge Analytica qui s'est retrouvée sous le feu des projecteurs après l'élection de D. Trump en 2016.

Les sociétés possédant les réseaux sociaux ont donc développé des algorithmes pour comprendre ce qui retenait l'attention des internautes et ce qui permettait de les caractériser en les segmentant pour créer des communautés homogènes.

Il s'est alors avéré que les contenus qui retenaient l'attention étaient plutôt négatifs, violents, généraient l'effroi ou le sentiment de danger, ... A l'inverse, les contenus positifs ou exposant des analyses rationnelles ne suscitaient qu'un intérêt modéré³⁴

31 Lors de l'élection de 2020, D. Trump a fait pression sur un superviseur républicain pour qu'il change frauduleusement le résultat de l'élection en Géorgie. Malgré ses convictions, le secrétaire d'Etat de la Géorgie a refusé cette magouille. Toutefois, une part significative des électeurs de D. Trump pense que celui-ci avait gagné et que sa victoire lui a été volée.

32 Les réseaux sociaux ont joué un rôle très positif pendant le « Printemps Arabe » en permettant de contourner les appareils policiers classiques de ces pays et en facilitant la mobilisation des jeunes.

33 Cette stratégie avait été explicitée il y a plus de 10 ans par le dirigeant de TF1 dont le but principal était, selon lui, de générer du temps de cerveau disponible pour les publicités par exemple de Coca-Cola !

34 Cf Les ingénieurs du Chaos p 97. Un des stratèges du Brexit expliquait : « Quand nous publions quelque chose sur l'économie, nous recevons 3 ou 4.000 likes tout au plus. Si nous postons un contenu émotionnel, nous avons à chaque fois quatre ou cinq cent mille likes ».

De plus, la fragmentation anxio-gène de la société et les problèmes de nombreuses personnes ont été exploités par les réseaux sociaux en flattant le narcissisme de chacun via le système de likes³⁵ et en regroupant les membres du réseau en communautés homogènes pour que chacun soit renforcé dans ses convictions. On assiste ainsi à la création de bulles de vérité parallèles.

II-d-2 Une nouvelle façon de faire de la politique

Dans ce contexte, on assiste au délitement des partis politiques traditionnels surtout quand ils n'ont su renouveler ni leurs dirigeants ni leurs idées. Beaucoup sont devenus des machines sclérosées au service d'une oligarchie et déconnectées du terrain. Le bipartisme de plusieurs pays, avec alternance régulière, a volé en éclat.

Face à eux, de nouvelles structures ont émergé ou se sont fortement renforcées : Mouvement 5 étoiles en Italie puis Ligue du Nord, Rassemblement National puis En Marche/ Renaissance en France, AFD en Allemagne, Tea Party aux USA, « parti » de Bolsonaro au Brésil, Jobik en Hongrie récupéré par Orban, ...

Pour beaucoup d'entre eux, il s'agissait de transformer la scène politique en Carnaval plus qu'en espace de débat argumenté. Leur stratégie a été d'accumuler les bons mots, les coups d'éclats voire d'affirmer des contre-vérités pour créer des réalités parallèles. Les communicants de ces dirigeants les informent quasiment en temps réel des problèmes des « gens » et leur permettent d'adapter en permanence leur discours quitte à se contredire régulièrement. Ils cherchent essentiellement à parler aux émotions (le ça) plutôt qu'à la raison (moi et surmoi).

Cette évolution a généré des dirigeants narcissiques mais a aussi donné l'impression à de nombreux citoyens, qui se sentaient méprisés par les élites néolibérales, d'avoir enfin voix au chapitre. Ainsi, le peuple de citoyens s'est transformé en foules disparates, jouets de leurs émotions. Ces nouveaux dirigeants cherchent ensuite à les agréger en majorité au coup par coup avec pour but principal leur maintien au pouvoir (souvent sans approche idéologique mais avec des slogans basiques comme « sortez les sortants », la détestation des élites avec « eux et nous », voire le V-Day en Italie³⁶).

Cette nouvelle donne politique est dangereuse car de nombreux dirigeants pour se maintenir au pouvoir jouent souvent sur le nationalisme et certains n'hésiteront pas à déclencher des guerres si nécessaire.

III- Que Faire ?

35 Cf Les ingénieurs du chaos p 80. Sean Parker, un des premiers investisseurs dans Facebook, décrit comment l'architecture de Facebook était conçue pour combler notre besoin de reconnaissance

36 Les Ingénieurs du chaos pp 49-50

La gravité de la situation dans de nombreux pays et la puissance des lobbies, qui prospèrent sur ce terreau malsain, impliquent qu'il n'y a pas de solution miracle pour remédier à un délitement des sociétés qui remonte à 1990/2000. En outre, beaucoup de politiques de fond ne produisent vraiment leurs effets que 10 à 20 ans après avoir été mises en œuvre ce qui est en contradiction forte avec l'accélération des médias et le calendrier électoral.

Dans la suite de ce document, des axes de réflexion et des briques de solution seront présentés.

Ils se fondent sur quelques principes :

- Pour qu'une personne puisse aller vers les autres et/ou fasse preuve de solidarité, il faut qu'elle se sente bien. L'histoire montre que la violence naît souvent de blessures narcissiques ou de situations chaotiques.
- Des pays avec des architectures institutionnelles différentes connaissent des évolutions similaires. Il semble donc qu'un simple remaniement institutionnel ne soit pas la solution même si cela peut aider
- Les solutions ne viendront pas du haut : il faudra une co-construction et une volonté de l'ensemble de la société. Ceci implique une écoute des citoyens.

III-a L'éducation

Il est clair que le système éducatif français connaît un lent affaiblissement depuis 20 ans : maintien voire renforcement des inégalités sociales, baisse du niveau, privatisation accrue de pans entiers au profit de groupes financiers très rentables, difficulté de recrutement des professeurs qui reçoivent une formation de moins en moins adaptée, multiplication des sources de connaissance avec Internet, ...

Au-delà de la transmission des savoirs, il faudra déterminer ce qui peut ou doit être demandé au système éducatif :

- Education à la citoyenneté
- Esprit critique et valeur des Lumières
- Décryptage des médias et d'Internet
- Education à la transition écologique et à la nécessaire frugalité
- Lutte contre la drogue, le tabagisme et l'alcoolisme
- Ouverture aux différentes cultures et connaissance des autres civilisations

Le but global étant de consacrer la primauté de la raison et du débat critique. Face aux évolutions de nos sociétés, il faut rendre les citoyens capables de mieux penser des

situations complexes et viser à l'émergence d'intellectuels individuels ou collectifs à même de servir de phare dans les situations les plus chaotiques³⁷.

Si ces missions ne peuvent pas être remplies par l'Education Nationale elle-même, il faudra mettre en place des services publics pour le faire (par exemple des partenariats avec les structures complémentaires de l'Education Nationale).

Bien sûr, pour accomplir ce programme indispensable, il faudra former les maîtres et que l'Education Nationale bénéficie des moyens adéquats. Ceci permettra de renverser le processus de déclassement des enseignants et de faciliter leur recrutement.

III-b Réduction des inégalités

Il faut certes exiger des plus fortunés qu'ils s'acquittent honnêtement des impôts qu'ils doivent payer³⁸ mais on s'aperçoit rapidement que la « chasse aux riches » est un argument démagogique peu efficace sur le plan économique.

En revanche, la mise en place de services publics efficaces (éducation, santé³⁹, sécurité, ...) sur l'ensemble du pays en gommant les inégalités territoriales serait plus efficace. Ceci permettrait à chacun d'évoluer quel que soit son lieu d'habitation ou la condition sociale de ses parents. Il s'agit que chacun puisse atteindre ses propres limites.

Le développement d'instruments de participation et d'intéressement est intéressant mais ces systèmes peuvent ne pas être garantis (quand ils sont libellés en actions de la société), ils sont souvent exonérés (ce qui appauvrit l'Etat ou les organismes sociaux) et ils ne doivent pas se substituer au salaire et aux droits attachés. De plus, ils concernent principalement les entreprises grandes ou moyennes (où les salariés sont souvent mieux traités que dans les TPE). La rémunération juste du travail en tenant compte de la pénibilité des tâches doit être mise en œuvre.

Une autre inégalité majeure concerne les retraites car l'espérance de vie d'un ouvrier est de 6 ans inférieure à celle d'un cadre⁴⁰. Le processus de la récente réforme des retraites est très critiquable mais cette réforme est profondément injuste car elle repousse uniformément l'âge de la retraite de tous⁴¹. On pourrait aussi « rêver » que les retraites permettent de vivre

37 Même dans la situation dramatique que nous vivons au Moyen Orient, R. Braumann ou E. Barnavi ont essayé d'être des « consciences » allant au-delà des émotions en proposant des analyses de longue durée et des pistes de résolution du conflit.

38 La délocalisation vers des paradis fiscaux souvent Européens, surtout pour des gens qui sont des héritiers, est inadmissible.

39 « **La sécurité sociale est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas** » !

40 Source : INSEE

41 Son efficacité économique n'est pas non plus totale car elle ne résout pas entièrement le problème du déficit qui perdurera en 2030 selon l'étude du cabinet Rexecode : « Impact de la réforme des retraites sur le déficit » Avril 2023

des années apaisées notamment pour ceux qui ont eu des carrières difficiles avec un minimum décent : en réalité, les inégalités sont amplifiées à la retraite.

Enfin, les principales inégalités concernent les patrimoines. La question de l'impôt sur les successions est explosive : bien qu'une grande majorité de successions soit quasiment exonérée de droits, une large majorité de Français est contre leur alourdissement pour les plus fortunés. D'autre part, il ne faut pas que les belles entreprises familiales françaises soient démantelées à l'occasion d'un changement de génération. Il faudrait mettre au point des systèmes qui protègent les entreprises comme des fondations sans assurer une transmission automatique aux héritiers.

Comme les jeunes souffrent beaucoup des inégalités : un « plan jeunesse » est proposé en annexe pour faciliter leurs études et leur entrée dans la vie active.

Tous ces points traitent d'inégalités matérielles. Une société harmonieuse est aussi une société où les inégalités de statuts ou de conditions sont aussi gommées et où chacun respecte l'autre (éventuellement comme un quantum sacré d'humanité). La situation sur ce point sera améliorée par l'éducation comme indiqué ci-dessus et par les « institutions invisibles » comme indiqué ci-dessous.

III-c Les institutions

Les institutions de la Vème République sont souvent décriées avec pour argument principal qu'elle avait été taillée sur mesure pour le Général de Gaulle et qu'elle n'est donc plus d'actualité. Ceci appelle deux remarques :

- Comme Dominique Rousseau l'a bien démontré⁴², la Constitution actuelle est très différente de celle de 1958 voire de 1962. Le pouvoir présidentiel s'est considérablement accru notamment par la connivence entre J. Chirac et L. Jospin qui ont fait voter le passage au quinquennat mais surtout avec l'inversion du calendrier. Les successeurs du Général de Gaulle s'en sont fort bien accommodés
- Malgré ses défauts, la Constitution actuelle a permis de dégager en général des majorités stables avec des gouvernements pérennes. Elle a montré sa résistance en cas de cohabitation ou avec des majorités relatives.

La situation actuelle est particulière plus à cause de la personnalité d'E. Macron que de la Constitution. L'argument majeur pour modifier la Constitution actuelle provient plus de la nécessité de mieux consulter les Français et plus régulièrement : pas seulement lors d'élections générales fourre-tout tous les 5 ans.

Il est donc vraisemblable qu'il sera impossible de mettre au point des institutions qui résolvent l'ensemble des problèmes actuels de notre démocratie : opposition entre légalité et légitimité avec des gouvernements de moins en moins bien élus et très rapidement

⁴² La Vème République se meurt, vive la démocratie

contestés⁴³ ; divergence entre les comportements individuels et les nécessités collectives qui entraîne une croissance de la défiance ; la perte d'éléments de référence communs dans le débat public qui entraîne un développement de la post vérité. Toute solution sur le plan institutionnel devra s'accompagner de la mise en place des « institutions invisibles ».

La notion d'institutions invisibles a été développée par le Prix Nobel d'économie Kenneth Arrow au début des années 1970. Pour lui, elles agissent comme lubrifiant social. Elle a ensuite été utilisée dans le monde de l'entreprise⁴⁴. Récemment, Pierre Rosanvallon a retravaillé ce sujet⁴⁵ pour comprendre comment elles pourraient renforcer notre démocratie voire la sauver. Ces institutions recouvrent 3 champs :

- **La légitimité**, qui est mise en cause quand il semble y avoir une limite à la légalité ou quand la légalité ne semble pas poursuivre le bien commun. Elle a une fonction importante de consolidation du pouvoir et lui permet de s'inscrire dans le temps long
- **La confiance** traduit la capacité à faire des hypothèses sur un comportement futur et elle permet de se projeter dans le temps. Elle contrebalance la défiance qui provient soit de l'éloignement sociologique⁴⁶ soit de l'absence de cohérence entre comportement personnel et action publique. La confiance joue un rôle majeur dans le développement économique⁴⁷ car elle permet la réduction de l'incertitude et elle est un « économiseur d'institutions » en minimisant les contrats nécessaires.
- **L'autorité** est ce qui rassemble autour de connaissances communes ou de langages communs et permet ainsi de viser plus une quasi-unanimité qu'une majorité arithmétique parfois limitée. Selon Hanna Arendt, elle traduit la capacité à se faire obéir sans coercition voire sans argumentation. Les universités lors de leur création vers le XIIIème siècle ont bénéficié d'un grand prestige intellectuel faisant autorité en instaurant un mode de production de la connaissance fondé sur la discussion critique.

Ces trois institutions se confortent l'une l'autre et permettent de produire de la temporalité, de la régulation et de la coopération. Toutefois, elles ne peuvent être ni fabriquées ni encadrées dans un certain nombre de règles car elles sont le pur produit de la qualité des relations dans un pays.

43 Nous sommes très loin de l'élection de 1981 et de « l'état de grâce » dont F. Mitterrand a bénéficié.

44 J Marc Le Gall « Les institutions invisibles de l'entreprise » Le Monde 21/12/2009 [Les "institutions invisibles" de l'entreprise, par Jean-Marc Le Gall \(lemonde.fr\)](#)

45 Cf La conférence de Pierre Rosanvallon au Cercle Condorcet de Paris le 12/10/2022 : [Confiance, légitimité et autorité : des institutions invisibles nécessaires à la vie démocratique? – Cercle Condorcet de Paris \(cercle-condorcet-de-paris.org\)](#)

46 Cf « Le ghetto Français » d'Eric Maurin

47 L'absence de confiance et de coopération en URSS a souvent été analysé comme une des sources de son effondrement. A l'inverse, la résistance Ukrainienne à l'invasion russe traduit une forte confiance entre les Ukrainiens.

Cette présentation certes très elliptique montre la nécessité impérieuse pour les institutions Françaises mais aussi européennes de les développer pour renforcer la démocratie en réduisant les inégalités ou les fractures sociales. Elles seront aussi très utiles pour résoudre les problèmes liés à la transition écologique ou au développement des technologies informationnelles comme l'intelligence artificielle ou les technologies du vivant.

IV- **Conclusions**

La démocratie libérale de nos pays occidentaux est malade notamment des excès du capitalisme financier et du néo-libéralisme.

Réparer la démocratie libérale est impératif ne serait-ce que pour améliorer la vie des citoyens de ces pays. Mais c'est aussi indispensable pour faire face aux nouveaux problèmes comme le dérèglement climatique et la transition écologique ou bien les risques liés aux réseaux sociaux et à l'intelligence artificielle.

Une démocratie libérale réparée sera aussi un atout dans nos relations avec les pays du Sud. Il ne s'agira plus d'imposer la démocratie au bout du fusil comme les USA ont voulu le faire en Irak ni de « reconquérir le monopole de l'Histoire ». Il s'agira de proposer des valeurs ou des principes comme la laïcité pour permettre aux citoyens des pays du Sud d'avoir une vie plus harmonieuse. Ceci pose la question de savoir jusqu'à quel point l'Occident peut vouloir diffuser ses valeurs (républicaines, des Lumières, des droits de l'Homme) en les considérant comme universelles mais aussi jusqu'à quel point l'Occident acceptera d'être remis en question par d'autres systèmes de valeur pour s'améliorer.

ANNEXE

« Héritage pour tous » ou plan jeunesse

Dans son ouvrage, Capital et Idéologie, Thomas Piketty continue son analyse des inégalités dans le monde. Ce travail n'a pas pour but de clouer les riches au pilori mais il montre surtout comment la combinaison d'une oligarchie toujours plus riche et de couches populaires en déshérence prêtes à suivre tous les charlatans démagogues peut s'avérer mortifère pour la démocratie. Il ne faut pas oublier que l'accession de Hitler au pouvoir a été grandement facilitée par une partie du grand capital Allemand.

I- « Héritage pour tous »

Une des propositions consiste dans le versement à l'âge de 25 ans d'une somme de 60% du patrimoine moyen. En France, ceci représenterait 120.000 Euros pour chaque personne arrivant à cet âge. Ce versement serait financé par un impôt sur la propriété pouvant aller jusqu'à 90%.

Comme souvent, Thomas Piketty fait des propositions chocs et iconoclastes peut-être difficiles à appliquer mais qui ont la grande vertu de faire réfléchir les gens et d'engager le débat.

Cette mesure va essayer un premier train de critiques :

- Coût exorbitant : 120.000€ pour 800.000 personnes par an représentent 96 milliards€ soit 4% du PIB
- Spoliation de ceux qui ont beaucoup travaillé
- Taxe forte sur le patrimoine inapplicable dans un seul pays et inacceptable par les autres pays Européens
- Fuite des cerveaux et des entrepreneurs

D'autres critiques pourraient s'ajouter aux premières :

- Risque d'amplifier la bulle sur l'immobilier si beaucoup de jeunes en profitent pour essayer d'acheter un appartement au même moment
- Capacité de personnes de 25 ans à gérer cet afflux massif et rapide d'argent
- Risque de renforcement des inégalités entre ceux qui géreront bien et ceux qui dilapideront ce capital
- Toutes les inégalités ne se résolvent pas par de l'argent et il y a un risque de penser qu'après ce versement tous les problèmes seront résolus. Il ne faut pas oublier la phrase de Gandhi : « Tout ce que tu fais pour moi sans moi, tu le fais contre moi ».

II- La situation de la jeunesse

Les jeunes connaissent une situation souvent difficile et ils sont la première génération à vivre nettement moins bien que leurs parents depuis presque un siècle. En outre, ils ont peu de perspectives de s'en sortir en dehors d'une minorité privilégiée :

- Cent à cent cinquante mille jeunes sortent du système scolaire sans diplôme ni qualification

- Les jeunes connaissent un taux de chômage élevé et une grande précarité (que le statut d'auto-entrepreneur et le développement des plateformes numériques accentuent)
- L'apprentissage et l'alternance sont beaucoup moins utilisés que dans d'autres pays
- Beaucoup de jeunes font l'expérience de discriminations (lieu de résidence, sexe ou origine) à l'embauche ou lors de la location d'un logement
- Beaucoup d'étudiants doivent travailler pour financer des études qui sont de plus en plus onéreuses⁴⁸
- Les jeunes en formation ou déjà diplômés sont souvent exploités dans des stages à répétition. Ensuite, ils doivent enchaîner les CDD avant de signer vers 28 ans leur premier CDI
- L'augmentation phénoménale des prix des logements leur pose des problèmes insolubles aussi bien pour louer que pour accéder à la propriété.⁴⁹

III- **Un vrai plan jeunesse**

Il faudrait élaborer un plan jeunesse qui répondrait aux vrais problèmes de jeunes ce qui implique une première phase d'écoute pour déterminer leurs vrais besoins

Ensuite, des mesures qualitatives devront être prises pour remédier à certains problèmes : l'intégration récente des étudiants au régime général de l'assurance maladie est une bonne mesure qui permettra aux étudiants de ne plus avoir à choisir entre se soigner et payer son loyer. Le gouvernement devra continuer d'améliorer sa politique éducative et de formation et proposer une politique du logement ambitieuse.

Pendant, ces mesures ne feront pas disparaître les inégalités financières qui sont souvent accentuées aux deux bouts de la vie.

Il est donc proposé en outre que tout jeune résidant en France légalement reçoive une allocation universelle :

- De 300€/mois entre 16 et 19 ans
- De 400€/mois entre 20 et 23 ans
- De 500€/mois entre 24 et 27 ans.

48 La création de filières courtes professionnelles publiques est un impératif. Tout ce secteur est phagocyté par un secteur privé très rentable.

49 On parle souvent du coût du travail lors de l'analyse comparative de la compétitivité de la France par rapport à l'Allemagne mais le surcoût du logement est un handicap important de la France qui n'est jamais mis en avant.

Le coût brut de cette mesure serait de près de 50 milliards €. Toutefois, le coût net pour les finances publiques serait inférieur :

- Cette allocation serait fiscalisée
- Elle remplacerait certaines aides ponctuelles (APL, allocation de rentrée scolaire,)⁵⁰

Les bénéfices induits en termes de réussite éducative, de santé, de mobilité dans la recherche d'un emploi, d'autonomie ou d'estime de soi seraient très importants et redonneraient espoir et perspective à la jeunesse. En outre, une grande partie de ce revenu universel serait réinjectée rapidement dans l'économie.

En parallèle, il faudrait que quelques modules pédagogiques soient dispensés dans les collèges pour les jeunes de 14/15 ans pour les préparer à bien gérer cette allocation et à comprendre à quoi elle peut servir. De plus, son caractère limité à chaque versement ainsi que sa pérennité sur une longue période permettraient de corriger d'éventuels égarements ou erreurs passagers de la part des bénéficiaires.

IV- **Conclusions**

Le plan jeunesse proposé faciliterait la vie de millions de jeunes et leur redonnerait l'espoir alors qu'ils sont parmi ceux qui souffrent le plus de la crise et de la précarité. Ces dépenses seraient un investissement très productif dans le capital humain de notre pays.

Des critiques vont bien sûr fleurir sur un mésusage possible de cette allocation mais la jeunesse dans des périodes difficiles de notre histoire a su montrer son courage et il faut faire à son égard le pari de l'intelligence.

⁵⁰ Il faudra juste veiller à ce que certaines populations très spécifiques comme certains handicapés n'aient pas des besoins supérieurs et ne soient pas lésés par ce dispositif